

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Liban, Israël, Palestine :**

# **Pour une paix juste et durable au Moyen-Orient**

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 22 octobre 2006

---

**Démocratie & Socialisme**

---

La "*cessation-des-hostilités*" au Moyen Orient est fragile. D'abord parce que l'agression israélienne contre les Palestiniens continue et que (à l'heure où sont écrites ces lignes) Israël n'a toujours pas mis fin à son blocus naval contre le Liban. Ensuite parce que les Etats-Unis continuent leur croisade contre leur "axe du mal" qui englobe Damas et Téhéran. Enfin, parce que la paix au Moyen-Orient ne pourra être durable que si elle est juste et négociée avec tous les protagonistes.

## Le menu et la carte

Début septembre, malgré les demandes pressantes du Secrétaire général de l'Onu, le premier Ministre Israélien, Ehoud Olmert, excluait toujours la levée du blocus aérien et maritime du Liban tant que la résolution 1701 de l'Onu n'aurait pas été pleinement appliquée. "*La résolution 1701 est un menu fixe et non pas à la carte [...] Toutes les dispositions, y compris la levée de l'embargo, doivent être mises en oeuvre dans le cadre de la pleine application de la résolution*" affirmait-il (Libération du 31/08).

Voir un dirigeant israélien exiger l'application d'une résolution de l'Onu est un spectacle malheureusement rare. Cela ne devrait pas empêcher, bien au contraire, de prendre Ehoud Olmert au mot.

En effet, l'application effective de la 18ème disposition de cette résolution pourrait changer la face du Moyen Orient puisqu'elle affirme la nécessité "*d'instaurer une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient*" sur la base des résolutions de l'Onu ayant trait au Liban mais aussi de "*ses résolutions 242 du 22 novembre 1967, 338 du 22 octobre 1973 et 1515 du 19 novembre 2003*".

La résolution 242 affirme le principe du retrait des forces israéliennes des territoires occupés lors de la guerre "des six jours" : Gaza, Cisjordanie, Golan, Jérusalem-est... et la nécessité d'un juste règlement du problème des réfugiés palestiniens. La résolution 338 appelle au respect de la résolution 242. La résolution 1515 affirme la vision de l'Onu d' "une région dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières reconnues et sûres".

## Des objectifs à géométrie variable

Les objectifs affichés par Israël au cours de ses 34 jours de guerre contre le Liban ont changé presque quotidiennement. Pour Uri Avnery, ancien député au Parlement israélien et militant pacifiste : "Ils (les dirigeants israéliens) ressemblaient à des archers qui tirent leurs flèches sur une feuille blanche et ensuite dessinent les cercles autour des flèches".

Il s'agissait, d'abord, de libérer les deux soldats israéliens capturés par le Hezbollah, ensuite d'en finir avec le Hezbollah, puis plus modestement avec son dirigeant, Hassan Nasrallah. Il fallait, enfin, permettre l'installation d'une force internationale après avoir affirmé vouloir assurer la souveraineté de l'Etat libanais ou empêcher les tirs de roquettes du Hezbollah sur Israël. Aucun de ces objectifs n'a été atteint. Hassan Nasrallah est toujours vivant, le Hezbollah est sorti renforcé de l'agression contre le Liban, les deux soldats israéliens n'ont pas été libérés. Quant aux tirs de roquettes sur Israël, ils n'ont pas cessé avant la fin des hostilités.

Les trois autres objectifs n'étaient, à l'évidence, que des prétextes. Qui peut croire qu'Israël avait bombardé un quart

du Liban lui avait fait subir un impitoyable blocus pour lui permettre de "recouvrer sa souveraineté" ? Au début de son agression contre le Liban, Israël s'opposait farouchement à l'installation d'une force d'interposition qui aurait entravé ses actions. Quant à la libération des deux soldats israéliens comment pouvait-elle justifier l'agression meurtrière perpétrée contre le Liban ? En quoi cette agression pouvait-elle être qualifiée de "légitime mais disproportionnée" alors qu'il s'agit là d'une contradiction dans les termes ? « Imaginez, nous dit Pierre Stambul, président de l'Union juive française pour la Paix, un gamin dans une école à qui l'on fait un croche-pied et qui, pour se venger, fait sauter l'école. C'est un peu la nature de la "riposte israélienne". »

## Une guerre contre le Liban

La guerre d'agression d'Israël contre le Liban est devenue, aujourd'hui, la "guerre entre Israël et le Hezbollah". Cette caractérisation ne résiste pas à l'examen.

Comment expliquer, en effet, qu'une guerre entre la cinquième armée du monde et un groupe de quelques milliers de combattants ait pu causer la mort de plus de 1 100 Libanais dont un tiers d'enfants, en ait blessé 4 000 et obligé 970 000 à fuir leurs habitations, selon les chiffres avancés par Amnesty International ?

Le rapport de cette organisation "Israël/Liban : destruction délibérée ou dommages collatéraux ?" (Le Monde du 23 août) réfute l'affirmation de l'Etat israélien selon laquelle les dommages occasionnés aux infrastructures civiles étaient dus au fait que le Hezbollah avait utilisé la population civile "comme bouclier humain". Il précise que "le mode, l'étendue et l'intensité des attaques ôtent toute crédibilité à l'affirmation d'Israël selon laquelle il s'agirait de dommages collatéraux". Il affirme que l'action d'Israël "suggère une politique de punition du gouvernement libanais et de la population civile afin de les faire se retourner contre le Hezbollah".

La Secrétaire générale adjointe d'Amnesty International, Kate Gilmore, (Le Monde du 23 août) affirmait que " les éléments suggèrent fortement que la destruction massive des centrales d'eau et d'électricité et infrastructures indispensables au transport de la nourriture et de l'aide humanitaire était délibérée et s'inscrivait dans une stratégie militaire". Elle n'hésite pas à qualifier de "crimes de guerre" ces "attaques disproportionnées et menées sans discrimination".

C'est donc bien une guerre contre le Liban qu'a menée Israël. Les objectifs de cette guerre étaient d'atteindre le Hezbollah mais aussi de servir de bras armé aux Etat-Unis pour lesquels la route de Téhéran et de Damas passe par Beyrouth,

## Une guerre qui en cachait une autre :

La guerre d'agression contre le Liban permettait de faire passer au second plan une autre guerre : celle menée par Israël contre les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. La capture du caporal israélien Gilad Shalit, le 25 juin, par des combattants palestiniens avait (là aussi) servi de prétexte au déclenchement de l'opération punitive " Pluies d'été " contre les 1,4 millions de Palestiniens de la bande de Gaza. "Pourtant" s'indigne Noam Chomsky dans un entretien accordé le 23 août au journal al-Ahram : "La veille, les forces israéliennes avaient kidnappé deux civils à Gaza, un médecin et son frère et les avaient envoyés quelque part dans le système pénitentiaire israélien ".

Pour le Figaro (02/09), cette opération "a tué plus de 200 Palestiniens, dont une majorité de civils" alors que les tirs de roquettes palestiniens avaient "blessé 11 israéliens".

Pendant toute l'opération, la politique d'enlèvement des élus palestiniens s'est poursuivie : les troupes d'occupation ont arrêté 41 députés démocratiquement élus, dont le Dr Aziz Dweik, président du Parlement. 37 d'entre eux sont membres du Hamas, trois du Fatah et un du Fplp. Le retrait israélien de Gaza s'est alors révélé pleinement pour ce qu'il était : une mascarade destinée à tromper l'opinion mondiale. L'expulsion (fortement médiatisée) de 6 000 colons à Gaza avait pour fonction de faire oublier le maintien, au mépris du droit international, de 200 000 colons israéliens en Cisjordanie. 200 000 colons à l'abri d'un Mur (condamné par la Cour de Justice de La Haye et l'Assemblée Générale de l'Onu) qui organise la main mise d'Israël sur Jérusalem-est, 40 % de la Cisjordanie et une grande partie de ses réserves en eau.

Israël, en effet, n'a jamais cessé d'exercer le contrôle le plus total sur les frontières terrestres, aériennes et maritimes de ce territoire qui est resté totalement coupée du monde. Les forces armées israéliennes ont d'ailleurs réoccupé la bande de Gaza (à peine 42 km de long sur cinq de large !) dès qu'elles l'ont eu décidé. Et pour bien souligner la dépendance totale de Gaza, l'Etat d'Israël a interrompu le versement des taxes douanières prélevées pour le compte de l'Autorité palestinienne qui ne peut plus, de ce fait, payer ses fonctionnaires.

### **Une trêve fragile :**

La "trêve" entre Israël et le monde arabe est fragile. D'abord parce que l'agression israélienne contre les Palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie n'a pas cessé. Début septembre, les quartiers sud de Gaza, les camps de réfugiés de Jénine et de Naplouse étaient au coeur des attaques israéliennes.

Ensuite parce que les principales forces politiques israéliennes semblent avoir renoncé à toute solution politique et ne jurent que par une "solution militaire". Enfin, parce que les néo-conservateurs qui dirigent Etats-Unis ont toujours la Syrie et l'Iran dans leur collimateur et sont en parfaite harmonie avec des dirigeants israéliens du style de cet ancien directeur du Mossad (les services secrets israéliens) qui estimait (Afp, 1er septembre) qu'Israël devait "se préparer à la pire des possibilités, même à l'option militaire" pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire.

### **Une guerre inscrite dans la stratégie des Etats-Unis :**

Après l'écroulement du stalinisme et la fin de la guerre froide, les Etats-Unis avaient besoin d'un nouvel "ennemi global" pour justifier leur politique impériale, notamment la mainmise sur les réserves pétrolières de la principale région productrice : le Moyen-Orient.

Les néo-conservateurs américains ont rapidement identifié cet ennemi : "le terrorisme international", devenu, après l'atroce attentat du 11-Septembre, synonyme de "terrorisme islamiste". La "guerre contre le terrorisme" devenait alors une guerre globale, à la fois préventive et sans fin.

Cette politique de rapine, exprimant les intérêts des grands groupes financiers et pétroliers américains, a été habillée du concept de "Grand-Moyen-Orient-démocratique". Mais cet habillage n'a aucune crédibilité. Les Etats-Unis s'appuient en effet, au Moyen Orient sur les pires dictatures (Arabie saoudite, Jordanie, Pakistan...) alors qu'ils soutiennent sans état d'âme la guerre d'agression d'Israël contre les deux seuls pays de la région (à l'exception d'Israël) où se sont tenues des élections démocratiques : les territoires palestiniens et le Liban. Les dirigeants israéliens ont très rapidement compris le parti qu'il pouvait tirer de cette stratégie et s'y sont pleinement inscrits. Ils ont reçu en retour l'appui inconditionnel de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice. Israël demandait du temps pour emporter la victoire : Mme Rice s'employait à empêcher toute cessation des hostilités. L'agression que subissait le

Liban n'était pour elle que "les douleurs de l'enfantement d'un Grand Moyen Orient démocratique".

## **La souffrance des deux côtés doit être entendue :**

La souffrance des parents du caporal Galid Shalit, capturé par les combattants palestiniens, doit être entendue. Mais la souffrance des familles des 10 000 prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes doit, elle aussi, être entendue.

La souffrance de tous les Israéliens victimes des attentats-suicides et de leurs familles doit être entendue. Mais la souffrance des familles des centaines de Palestiniens et de Libanais tués depuis le début de l'opération "Pluies d'été" ou de l'agression contre le Liban doit, elle aussi, être entendue.

Et la seule façon de vraiment entendre toutes ces souffrances est de négocier une paix durable au Moyen-Orient.

## **L'Onu, l'Union européenne, la France :**

Le secrétaire général de l'Onu, Koffi Annan se bat, depuis la "cessation-des-hostilités" pour obtenir la levée du blocus sur le Liban, la fin du bouclage de la bande Gaza, la libération des députés et ministres palestiniens. Mais cette attitude courageuse ne permet pas d'oublier la partialité de la "communauté internationale". Pour cette "communauté", en effet, ce sont pas les principales victimes de la guerre d'agression qui doivent être protégés (les Palestiniens et le Liban) mais les agresseurs (Israël). Comment expliquer autrement l'accent mis en permanence sur la nécessité d'empêcher l'approvisionnement en armes du Hezbollah alors que strictement rien n'est fait pour empêcher l'Etat israélien d'acquérir ou de fabriquer des armes autrement plus meurtrières : avions F16, missiles, chars, frégates...

L'Union Européenne s'est elle aussi alignée sur la position américaine. Le Parlement européen avait, certes, protesté contre la confiscation des terres palestiniennes et la construction du Mur. Mais aucune sanction n'avait été prise contre l'Etat d'Israël qui avait continué à bénéficier d'accords commerciaux privilégiés. Les seules sanctions prises par l'Union européenne avaient frappé l'Autorité palestinienne : elle avait été privée de toute subvention après avoir donné (lors d'élection dont personne ne conteste la tenue démocratique) la majorité parlementaire au Hamas.

La France s'est, également, rangée derrière les Etats-Unis. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin, Hubert Vedrine (Le Figaro du 17 août) "regrette que la France ait laissé l'Europe s'aligner derrière les injonctions israélo-américaines du boycottage du Hamas palestinien élu". Avec le soutien du gouvernement français, deux sociétés françaises, Alstom et Connex participent à la construction d'un tramway entre Jérusalem et ses colonies. Et, contrairement aux affirmations de Douste-Blazy, il est difficile d'estimer que ce tramway ne jouerait aucun rôle dans le projet israélien d'annexion du grand Jérusalem.

## **Pas de paix juste et durable sans négociation :**

Pour la très grande majorité des Israéliens, ce sont les Palestiniens qui n'ont pas voulu réellement négocier. Malgré les accords d'Oslo de 1993, ils n'auraient jamais cessé de vouloir "la destruction d'Israël" et auraient refusé l' "offre généreuse" du premier Ministre Israélien, Ehoud Barak, lors des négociations de "Camp David" en 2000 ?

La réalité est bien différente : les Israéliens n'ont jamais appliqué les principales dispositions des accords d'Oslo. Des dates précises d'application avaient été fixées : dès 1994, le premier Ministre Israélien, Yitzhak Rabin avait déchiré le calendrier convenu en déclarant qu'"il n'y avait pas de dates sacrées". Le passage, vital, entre la bande de Gaza et la Cisjordanie n'a jamais été ouvert. Les négociations pour le statut final de la Palestine et de Jérusalem-est (qui devaient être conclues en 1999) n'ont jamais réellement commencé. Dix ans plus tard, aucun retrait de l'armée israélienne n'avait été effectué et, alors que les accords prévoyaient le gel de la colonisation dans les territoires palestiniens, le nombre de colons avait doublé.

L' "offre généreuse" de Ehoud Barak, en juillet 2000, ne tenait aucun compte de la résolution 194 de l'Onu et du droit imprescriptible des Palestiniens au retour sur la terre dont ils avaient été chassés en 1948. La seule véritable concession avait été faite par l'Olp de Yasser Arafat à Oslo. L'Olp avait alors renoncé à sa revendication de 100 % de la Palestine historique et avait accepté de se contenter de 22 %. Alors même que le plan de L'Onu de 1947 prévoyait d'attribuer 44 % de ce territoire aux Palestiniens !

La négociation qui doit s'engager ne doit pas être basée sur "générosité" ou un "retrait unilatéral" mettant les Palestiniens devant le fait accompli mais sur le droit et le respect de toutes les résolutions de l'Onu. Cela implique le droit au retour des réfugiés palestiniens, le retrait d'Israël de la totalité de Gaza, de Jérusalem-est, et de la Cisjordanie (et donc la destruction du Mur). Cela implique l'instauration d'un Etat palestinien réellement indépendant en contrepartie de la reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat d'Israël dans des frontières sûres et reconnues.

## Une négociation globale pour un règlement global :

La négociation doit être globale et intégrer tous les protagonistes : c'est avec ses ennemis qu'on fait la paix. Ce qui veut dire qu'Israël devra libérer les ministres et les parlementaires palestiniens qu'il a enlevés et négocier avec l'Autorité palestinienne démocratiquement élue même si le Hamas y est majoritaire. Il lui faudra aussi négocier avec le Hezbollah, non comme avec une organisation terroriste mais comme un mouvement de masse soutenu par une grande partie de la population libanaise. Il faudra, enfin négocier avec la Syrie, ce qui impliquera la restitution du Golan occupé au mépris du droit international depuis 1967. La restitution par Israël de la partie du Sinaï qu'il occupait n'avait-elle pas été, en 1978, le prix à payer pour a paix avec l'Egypte ?

Il aurait, certes, été préférable que ces négociations aient lieu avec des organisations laïques plutôt qu'avec le Hamas et le Hezbollah. Mais à qui la faute, si ce n'est à Israël qui a fait leur lit en se refusant à appliquer les accords d'Oslo, en occupant une bonne partie du Liban entre 1978 et 2000 et en éliminant à coup d'assassinats " ciblés " nombre de dirigeants laïques palestiniens ? A la veille de sa visite en France, Ariel Sharon déclarait (Le Figaro du 22 juillet 2005) : "La Bible est plus forte que toutes les cartes politiques". Mais si la Bible est plus forte que le droit, pourquoi n'en serait-il pas de même pour le Coran ? Il est urgent de rompre avec cette logique suicidaire.

**Jean-Jacques Chavigné**